

Insee Conjoncture

La Réunion



N°4

Août 2018

La Réunion-Mayotte

Bilan économique 2017

Une croissance soutenue

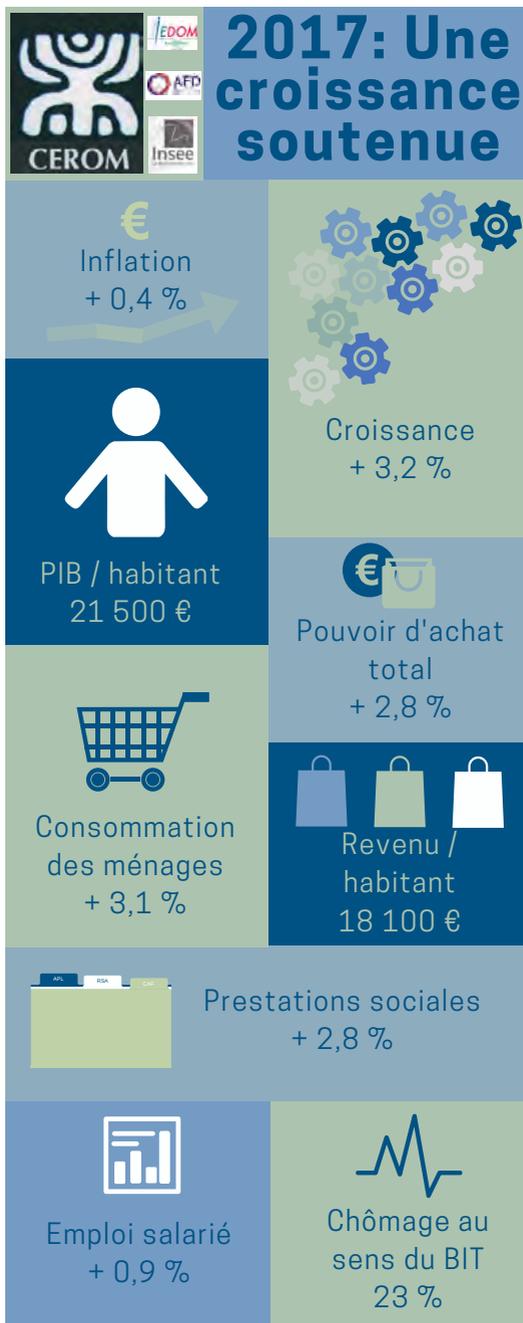
Comme à l'accoutumée, la réalisation des différentes analyses de ce bilan économique 2017 est pilotée et coordonnée par l'Insee. Cette année ont contribué la Daaf (Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt), la Deal (Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement), la Dieccte (Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi), l'IEDOM (Institut d'émission des départements d'Outre-mer) et Statistics Mauritius.

Ce diagnostic partagé résulte de la mise en commun des analyses des rédacteurs, experts de leur domaine. Qu'ils soient tous vivement remerciés de cette précieuse collaboration au service d'une meilleure connaissance de l'économie de la région et de ses enjeux.



Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)

Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Insee, l'AFD, et l'IEDOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.



Sommaire

Chiffres-clés	3	Logement	22
Économie régionale	6	La reprise de la construction de logements se confirme <i>Daniel Ah-Son et Audrey Besnard, Deal</i>	
Une croissance soutenue, mais peu riche en emplois <i>Antonin Creignou, Insee</i>		Fréquentation hôtelière	24
Consommations-revenus	8	La hausse de la fréquentation hôtelière se poursuit <i>Nathalie Poleya, Insee</i>	
Salaire et prestations sociales soutiennent le pouvoir d'achat <i>Jérôme Bourgeois, Insee</i>		Transports	26
Prix	10	Une année record pour le trafic aérien <i>Anne Jonzo, Insee</i>	
Faible inflation de 0,4 % <i>Jannick Rivière, Insee</i>		Système bancaire	28
Commerce extérieur	12	Une activité bancaire dynamique et une rentabilité solide <i>Agence IEDOM de La Réunion</i>	
Les échanges extérieurs restent dynamiques <i>Claude Touzet, Insee</i>		Cadrage national et international	30
Emploi salarié	14	L'économie française progresse vivement en 2017 <i>Bruno Patier, Division Synthèse Conjoncturelle</i>	
Tous les secteurs créent de l'emploi à l'exception des services non marchands <i>Philippe Paillole, Insee et Maurice Colliez, Dieccte</i>		Maurice	32
Marché du travail	16	La croissance mauricienne se stabilise <i>Meethoo Jawahir, Statistics Mauritius</i>	
Le taux de chômage se stabilise <i>Philippe Paillole, Insee</i>		Océan Indien	34
Démographie des entreprises	18	La croissance se maintient dans la zone océan Indien <i>Sébastien Seguin, Insee</i>	
Hausse de 3 % des créations d'entreprises <i>Nathalie Poleya, Insee</i>		Définitions	35
Agriculture	20		
Une campagne agricole contrastée <i>Daaf de La Réunion</i>			

Une croissance soutenue, mais peu riche en emplois

En 2017, la croissance perdure. Le PIB progresse de 3,2 % en volume après + 3,1 % en 2016 et + 2,8 % en 2015. La consommation des ménages et le regain des dépenses des administrations publiques constituent les principaux moteurs de cette croissance. L'activité touristique progresse fortement. L'investissement ralentit, mais en contrepartie, les importations pèsent moins négativement sur la croissance que les années précédentes.

En revanche, les effets de la croissance se ressentent peu sur le marché du travail : le chômage reste stable en 2017.

Antonin Creignou, Insee

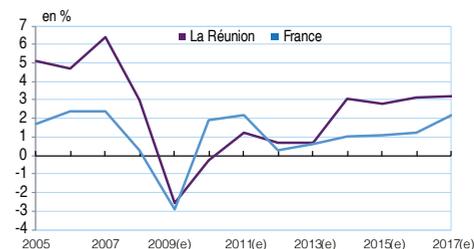
Le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion progresse de 3,2 % en volume en 2017 après + 3,1 % en 2016 et + 2,8 % en 2015 (*figure 1, définitions*). Après un rebond de croissance porté par le chantier de la Nouvelle route du littoral en 2014, la croissance oscille autour de 3 % depuis trois ans.

Le PIB par habitant progresse de 2,6 % en volume en 2017 après + 2,5 % en 2016. Il s'établit ainsi à 21 500 euros, soit à 63 % du niveau national.

En France, l'économie accélère franchement en 2017 : le PIB progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011. Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance pour la première fois depuis 2012 avec des exportations particulièrement vigoureuses. La consommation des ménages et des administrations ralentit, mais la vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance.

1 Le PIB progresse de 3,2 % en volume

Évolution du taux de croissance du PIB en volume à La Réunion et en France



(e) : estimation

Source : Insee, comptes nationaux (base 2014) ; Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 (base 2005) ; Cerom, comptes rapides (2008-2017).

La consommation, toujours moteur de croissance

À La Réunion, la consommation des ménages continue de soutenir la croissance en 2017 et en reste le premier moteur (*figure 2*). Sa progression est dynamique : + 3,1 % en volume (après + 3,4 % en 2016 et + 3,2 % en 2015). Ce dynamisme résulte notamment d'une hausse de

la masse salariale (+ 4 %). Le nombre d'emplois salariés progresse modestement (+ 0,9 %), mais les salaires versés augmentent nettement, dans le secteur marchand comme dans le secteur non marchand. L'inflation est par ailleurs un peu plus marquée que l'an passé : l'**indice des prix à la consommation** augmente de 0,4 % en 2017, contre une stabilité des prix en 2016. Mais elle reste très inférieure à la hausse des revenus. Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages augmente de 2,8 % en 2017.

En forte hausse en 2017, les dépenses de consommation des administrations publiques constituent l'autre moteur de la croissance. Elles augmentent de 3,2 % en volume (contre + 1,6 % en 2016). En effet, les dépenses des collectivités locales progressent toujours à un rythme soutenu. De surcroît, les dépenses de l'État accélèrent cette année, en lien avec des revalorisations salariales des fonctionnaires (transfert primes-points du protocole relatif aux « parcours professionnels, carrières et rémunérations » et hausse du point d'indice).

Coup de frein pour l'investissement

L'investissement ralentit en 2017 : + 3,2 % en volume après + 6,1 % en 2016. Néanmoins, il reste bien orienté dans le secteur de la construction (+ 7,3 % en volume). En témoignent les hausses de l'emploi dans le secteur, des permis de construire et des investissements sur le chantier de la Nouvelle route du littoral (271 millions d'euros en 2017 contre 248 millions en 2016).

Le solde du commerce extérieur à La Réunion reste fortement déficitaire et les importations pèsent négativement sur la croissance. Néanmoins, en 2017, leur augmentation en volume est limitée (+ 1 %). En partie portée par la hausse des dépenses des administrations

2 Forte progression des dépenses des administrations publiques

Le PIB à La Réunion et ses principales composantes

	2017(e) en milliards d'euros	Évolution 2016/2017		
		Volume	Prix	Valeur
		en %		
Produit Intérieur Brut	18,53	3,2	0,4	3,6
Consommation des ménages	11,79	3,1	0,3	3,4
Consommation des administrations publiques	7,31	3,2	0,6	3,8
Investissement	4,11	3,2	0,9	4,0
Importations	5,21	1,0	2,5	3,6
Exportations	0,47	0,4	1,7	2,1
Dépense des touristes	0,32	9,5	1,0	10,5

(e) : estimation.

Source : Cerom, comptes rapides.

publiques, la dynamique de croissance ne s'accompagne donc pas d'une forte augmentation des importations. Les exportations sont quant à elles en légère progression (+ 0,4 % en volume), malgré le fléchissement des ventes de sucre. Les montants exportés restent néanmoins trop faibles pour contribuer de manière visible à la croissance économique.

Avec une hausse de 9,5 % du nombre de touristes, les dépenses touristiques progressent nettement en 2017 (324 millions d'euros en 2017 contre 294 millions en 2016). Elles contribuent pour 0,1 point à la croissance.

Une croissance économique qui se ressent peu sur l'emploi

L'emploi dans les secteurs marchands a été moins dynamique qu'en 2016. En outre, le nombre de contrats aidés ayant diminué d'un quart depuis la mi-2016, l'emploi dans les services non marchands est stable en 2017 (contre + 1,3 % en 2016). Les créations d'emplois n'ont ainsi pas été suffisantes pour faire baisser le **taux de chômage au sens du Bureau international du travail** en 2017 : il reste stable à 23 %, après trois années de baisse. ■

Salaires et prestations sociales soutiennent le pouvoir d'achat

En 2017, le revenu disponible brut des ménages s'accroît de 3,3 % en valeur sous l'effet d'une hausse conjuguée des salaires et des prestations sociales. L'inflation étant contenue (+ 0,4 %), cette augmentation se traduit par un gain de pouvoir d'achat : + 2,8 %. Le montant des salaires versés continue de progresser (+ 4,0 %), dans un contexte de stabilisation de l'emploi et du chômage. Les prestations sociales poursuivent leur augmentation (+ 2,8 %). La prime d'activité instaurée en 2016 soutient le pouvoir d'achat.

Jérôme Bourgeois, Insee

En 2017, le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) progresse en valeur de 3,3 % à La Réunion (*définitions, figure 1*). Les prix repartent très légèrement à la hausse (+ 0,4 %), après une stagnation en 2016 (+ 0,1 %). Au final, le RDBM s'accroît de 2,8 % en volume, ce qui correspond à l'augmentation du pouvoir d'achat total à La Réunion.

Le pouvoir d'achat individuel des Réunionnais s'accroît encore en 2017, à un rythme supérieur à celui observé au niveau national (+ 2,3 % contre + 1,0 %) (*figure 2*). Le revenu disponible brut

s'élève à 18 100 euros par habitant sur l'île, soit 87 % du niveau national contre 84 % en 2016. Le rattrapage observé ces dernières années vis-à-vis de la métropole se poursuit.

Hausse de la masse salariale

La masse salariale représente deux tiers des revenus des Réunionnais, soit 10,2 milliards d'euros en 2017. Elle augmente de 4 %, à un rythme plus soutenu qu'en 2016, grâce à la hausse des salaires versés. La masse salariale progresse de manière analogue dans les secteurs principalement marchands et dans les secteurs principalement non marchands (+ 4,0 %). Dans les administrations publiques, le point d'indice a été revalorisé de 0,6 % en février 2017. De plus, le protocole relatif aux « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) est monté en charge en 2017 (revalorisation des grilles, transfert primes/points). Ces mesures entraînent une progression de l'indice de traitement brut de 2,6 %.

1 Le pouvoir d'achat des Réunionnais augmente plus vite qu'en France

Évolution du revenu disponible des ménages entre 2016 et 2017

	Total		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
	en %		en %	
La Réunion (e)	3,3	2,8	2,7	2,3
France	2,6	1,3	2,2	1,0

(e) estimation

Sources : Insee, Comptes Nationaux (base 2014) ; Cerom - Comptes rapides

La masse salariale progresse également dans quasiment tous les secteurs d'activité marchands. C'est dans le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques que la hausse est la plus marquée (+ 11,2 %). Toutefois, ce secteur ne représente que 6,6 % de la masse salariale du privé. La masse salariale du secteur de l'hébergement et de la restauration maintient son dynamisme (+ 5,1 %), en lien avec la progression de l'activité touristique.

Le montant des prestations sociales en hausse

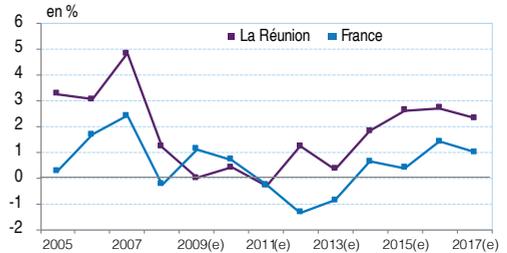
Les prestations sociales en nature (allocations logement et remboursements de sécurité sociale) progressent en 2017 de 2,3 %.

Les prestations sociales en espèces augmentent de nouveau fortement en 2017 : + 3,1 % après + 4,5 % en 2016. Le nombre de bénéficiaires continue en effet de progresser, en lien avec des créations d'emplois plus faibles que les années précédentes et la stabilisation du taux de chômage. Ainsi, sous l'effet des 137 millions d'euros versés au titre de la prime pour l'activité, les montants versés par la CAF (hors logement) augmentent de 2,3 % après une hausse de 5,2 % en 2016. La prime d'activité est une aide financière complétant les revenus d'activité professionnelle. Elle vise à encourager l'activité et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle a remplacé au 1^{er} janvier 2016 le RSA « Activité » et la Prime pour l'emploi.

Par ailleurs, les versements des prestations relevant de l'assurance chômage augmentent

2 La croissance s'accompagne d'une hausse du pouvoir d'achat individuel

Évolution du revenu disponible brut des ménages en volume par habitant



(e) estimation.

Source : Insee, Comptes Nationaux (base 2014) ; Cerom - Comptes Rapides.

de 8,2 % en 2017 pour s'établir à 538 millions d'euros, en lien avec la progression du nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage (+ 7 %). Les nouveaux droits ouverts par la convention d'assurance chômage aux demandeurs d'emploi ayant déjà travaillé continuent ainsi de se faire sentir en 2017.

La consommation des ménages reste soutenue

Quasiment aussi dynamiques qu'en 2016, les dépenses de consommation des ménages constituent toujours le moteur principal de la croissance réunionnaise. En particulier, les immatriculations de voitures particulières neuves augmentent de 6 % en un an. Les importations restent en hausse, mais celle-ci est moindre que l'année précédente (+ 1,0 % en volume contre + 6,4 % en 2016). En effet, en 2017, l'augmentation des prix, notamment ceux des carburants, a sans doute pesé sur la quantité de biens achetés par les ménages. ■

Faible inflation de 0,4 %

A La Réunion, les prix à la consommation des biens et services augmentent en moyenne de 0,4 % en 2017 (+ 1,0 % en France hors Mayotte). La forte hausse des prix des produits pétroliers, conjuguée aux augmentations des prix des produits alimentaires et du tabac, expliquent cette inflation. Toutefois, ces hausses sont compensées en partie par la baisse des tarifs de télécommunication et des transports aériens notamment.

Jannick Rivière, Insee

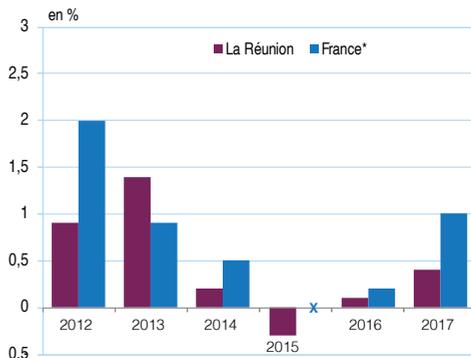
En moyenne annuelle, en 2017, les prix à la consommation des biens et des services augmentent de 0,4 % à La Réunion. En France, hors Mayotte, l'inflation s'élève à 1,0 % (figure 1). La hausse des prix à La Réunion en 2017 s'explique surtout par la forte hausse des prix de l'énergie (+ 5,5 %), puis dans une moindre mesure par l'augmentation des prix de l'alimentaire (+ 0,9 %) et du tabac (+ 4,7 %). À l'opposé, les prix des services sont en recul (- 0,3 %). Les prix des produits manufacturés sont stables (figure 2). Hors énergie, l'inflation est de 0,1 %.

Rebond des prix des produits pétroliers

Après deux années de baisses consécutives, les prix de l'énergie augmentent de 5,5 % en 2017, tirés par la hausse des prix des produits pétroliers (+ 7,4 %) du deuxième semestre 2017. Sur l'année, les prix des carburants et de la bouteille de gaz augmentent respectivement de 7,5 % et de 5,7 %. Les tarifs de l'électricité augmentent moins rapidement : + 0,9 % en 2017 contre + 2,9 % en 2016. En France, hors Mayotte, les prix de l'énergie augmentent de 6,2 %, tirés également par le rebond des prix des produits pétroliers (+ 10,3 %).

1 Les prix augmentent de 0,4 % en 2017

Variation des prix en moyenne annuelle



(*) : hors Mayotte

Source : Insee, indices des prix à la consommation.

Accélération des prix dans l'alimentaire et hausse du tabac

Les prix des produits alimentaires accélèrent en 2017 (+ 0,9 % après + 0,2 % en 2016). Les prix des produits frais rebondissent : les prix des légumes ont augmenté entre mars et mai, ainsi que ceux des fruits à cause des mauvaises récoltes en fin d'année. Les prix des produits frais augmentent en moyenne de 4,2 %. Hors produits frais, la hausse des prix s'atténue (+ 0,6 % contre + 0,8 % en 2016). En France,

hors Mayotte, les prix des produits alimentaires augmentent de 1,0 %.

Après deux années de quasi-stabilité, les prix du tabac augmentent fortement (+ 4,7 %) du fait des hausses de tarifs d'avril. En France, hors Mayotte, le prix du tabac augmente de 2,7 %.

Stabilité des prix des produits manufacturés

Les prix des produits manufacturés restent stables en 2017. Le recul des prix des produits de santé (- 1,9 %) se poursuit avec la baisse des prix des produits pharmaceutiques, tandis que la hausse des frais d'optique s'accélère. Vêtements et chaussures coûtent de nouveau plus chers (+ 0,3 %), de même que les autres produits manufacturés (+ 0,2 % après - 0,1 % en 2016). En France, hors Mayotte, la baisse des prix des produits manufacturés se poursuit (- 0,6 %).

Télécommunications et transports aériens en baisse

Les services représentent la part la plus importante de la consommation des ménages : presque la moitié des dépenses des Réunionnais. Les prix des services baissent légèrement de 0,3 % en 2017, après une augmentation de 1,1 % en 2016.

Les prix des services de communication sont en net recul (- 5,2 %). Les tarifs des transports sont aussi en baisse (- 3,1 %), tirés par les tarifs de transports aériens qui reculent de 3,6 % en 2017. À l'inverse, les prix des services de santé continuent d'augmenter (+ 0,6 % après + 0,1 % en 2016), tout comme les prix des loyers et des services rattachés (+ 0,2 %) et ceux des autres services (+ 0,2 %). En France, hors Mayotte, les prix des services augmentent de 1,0 %.

2 L'énergie, premier contributeur à la hausse des prix en 2017

Évolution des indices des prix en moyennes annuelles et contributions à l'inflation

	Pondérations	Évolution des moyennes annuelles 2017/2016		Contributions à l'inflation à La Réunion en 2017	
		La Réunion	France*	en points	
		en %		en points	
Ensemble	10 000	0,4	1,0	0,4	
Alimentation hors tabac	1 643	0,9	1,0	0,2	
Tabac	167	4,7	2,7	0,1	
Produits manufacturés	1 797	0,0	-0,6	0,0	
Habillement et chaussures	506	0,3	0,0	0,0	
Produits de santé	360	-1,9	-2,1	-0,1	
Autres produits manufacturés	1 931	0,2	-0,2	0,0	
Énergie, dont :	642	5,5	6,2	0,4	
Produits pétroliers	464	7,4	10,3	0,3	
Services	4 751	-0,3	1,0	-0,1	
Loyer et services rattachés	906	0,2	0,5	0,0	
Services de santé	968	0,6	1,2	0,1	
Services de transports	256	-3,1	2,0	-0,1	
Services de communication	374	-5,2	-3,5	-0,2	
Autres services	2 247	0,1	1,4	0,0	
Ensemble hors énergie	9 358	0,1	0,6	0,1	
Ensemble hors tabac	9 833	0,4	1,0	0,3	

(*) : hors Mayotte

Source : Insee, indices des prix à la consommation.

Les échanges extérieurs restent dynamiques

En 2017, La Réunion a importé 5 milliards d'euros de biens et en a exporté 365 millions. Les importations progressent de 3,5 %, stimulées par la hausse des prix de l'énergie et les achats de produits alimentaires. Les exportations augmentent de 1,6 %, malgré le fléchissement des ventes de sucre et la stabilité des exportations de poissons. Si la métropole reste le principal fournisseur et client de La Réunion, l'Asie et l'Union européenne sont des partenaires privilégiés.

Claude Touzet, Insee

Pour moitié portées par une hausse des prix des produits pétroliers, les importations réunionnaises augmentent de 3,5 % en 2017. La Réunion importe pour 5 milliards d'euros de biens (*figure 1*). Contrairement à 2016, les importations d'énergie augmentent de 20 % en valeur (+ 80 millions d'euros). En 2017, l'énergie constitue ainsi 9 % des importations. Comme les années précédentes, les biens de consommation non durables (denrées alimentaires, produits pharmaceutiques ou habillement) restent les produits les plus importés (32 % des importations). Ces importations continuent d'augmenter en 2017 (+ 2,8 %), dynamisées par l'alimentaire, en particulier la viande et le poisson.

Les biens intermédiaires (21 % des importations - textile, matières premières, etc.) progressent de 3,3 %, en lien avec la hausse remarquable des importations d'équipements électriques (+ 19 %, groupes électrogènes et câbles de fibre optique). Les importations de biens d'équipement (30 % des importations) augmentent plus modérément en 2017 (+ 1,3 %). La hausse des importations de véhicules automobiles et celle d'équipements de communication compensent la baisse des importations de machines et équipements à usage général et de navires.

1 Les importations (hors avions) augmentent de 3,5 %

Répartition des importations et exportations à La Réunion en 2017

	2017	Part	Évolution
	millions d'euros	en %	2017/2016 en %
Ensemble des importations (hors avions)	5 020	100,0	3,5
Biens de consommation non durables	1 585	31,6	2,8
Biens d'équipement	1 483	29,5	1,3
Biens intermédiaires	1 032	20,6	3,3
Énergie	474	9,4	20,2
Biens de consommation durables	281	5,6	-2,5
Produits agricoles, sylvicoles	107	2,1	2,5
Autres produits	57	1,1	-2,1
Ensemble des exportations (y compris entrepôts douaniers)	365	100,0	1,6
Biens de consommation non durables	236	64,7	-1,5
Biens d'équipement	59	16,1	6,2
Biens intermédiaires	33	9,1	14,6
Biens de consommation durables	5	1,4	24,0
Autres produits	32	8,8	1,7

Source : Douanes.

À l'inverse, les importations de biens de consommation durables (6 % des importations - meubles, appareils ménagers) diminuent en 2017 (- 2,5 %).

59 % des produits importés viennent de métropole

La métropole reste le principal fournisseur de La Réunion (59 % des importations - *figure 2*). La Réunion y achète principalement des denrées alimentaires, des automobiles, des produits pharmaceutiques et du textile.

Avec 19 % des importations, l'Asie est le deuxième fournisseur de La Réunion. Singapour livre notamment 80 % du carburant de l'île. Les importations en provenance de Chine progressent de 4 %, portées par l'envolée des achats d'équipements de téléphonie.

L'Union européenne livre 15 % des biens importés, principalement des véhicules automobiles et des denrées alimentaires. L'Allemagne, l'Italie, la Belgique et l'Espagne sont les principaux fournisseurs. Les importations en provenance de cette zone augmentent de 6 %. Les îles voisines et l'Afrique restent en retrait parmi les fournisseurs de La Réunion, à l'exception de l'Afrique du Sud, principal fournisseur de charbon.

Les produits alimentaires représentent 62 % des exportations

La Réunion exporte en 2017 pour 365 millions d'euros de biens, y compris les poissons congelés provenant de la pêche australe et placés sous le régime de l'entrepôt douanier. Les exportations réunionnaises augmentent de 1,6 % en 2017. Il s'agit majoritairement de biens de consommation non durables, notamment de produits agroalimentaires. Ainsi, en 2017, la vente de poissons constitue 30 % des exportations réunionnaises.

Les exportations de biens de consommation non durables diminuent en 2017 (- 1,5 %). En effet, les exportations de sucre se tassent en 2017 (- 3,9 %). Cette baisse n'est compensée ni par la nouvelle

2 L'Asie, deuxième partenaire économique de La Réunion

Répartition des fournisseurs et clients de La Réunion en 2017

	2017 millions d'euros	Part en %	Évolution 2017/2016 en %
Ensemble des importations (hors avions)	5 020	100,0	3,5
France métropolitaine	2 943	58,6	0,2
Asie	935	18,6	10,4
UE (hors France)	726	14,5	6,4
Afrique	135	2,7	28,9
Îles océan Indien ¹	49	1,0	3,0
Reste du monde	231	4,6	-1,0
Ensemble des exportations (y compris entrepôts douaniers)	365	100,0	1,6
France métropolitaine	112	30,7	-2,5
Asie	93	25,6	1,4
UE (hors France)	77	21,0	9,7
Îles océan Indien ¹	48	13,2	-4,1
Amérique du Nord	17	4,7	-7,0
DOM (hors Mayotte)	1	0,2	7,5
Reste du monde	17	4,6	28,8

1. Mayotte, Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles.

Source : Douanes.

hausse des exportations de rhum (+ 8,5 %), ni par la stabilité des exportations de poissons.

Ce sont donc les biens intermédiaires (9 % des exportations, + 14,6 %) et les biens d'équipement (16 %, + 6,2 %) qui stimulent les exportations réunionnaises en 2017. Ainsi, les ventes d'aliments pour animaux progressent de 22 % et celles des véhicules d'occasion de 31 %. Enfin, La Réunion exporte des déchets valorisables (5 %).

Avec 31 % des exportations, la métropole reste le principal client de La Réunion. L'Asie devient son deuxième client : elle est particulièrement friande de poisson issu de la pêche australe, et l'Inde se fournit en déchets valorisés.

L'Union européenne reste un partenaire privilégié avec 21 % des exportations. La Roumanie, l'Espagne ou l'Italie achètent notamment du sucre. Soutenues par Madagascar et Maurice, 13 % des exportations sont à destination des îles voisines de l'océan Indien. Toutefois, elles diminuent en 2017 (- 4 %). ■

Tous les secteurs créent de l'emploi à l'exception des services non marchands

En 2017, l'emploi salarié poursuit la reprise amorcée en 2013, mais la hausse est plus faible qu'auparavant (+ 0,9 % après + 1,5 % et + 2,3 %). L'industrie, la construction et l'hébergement-restauration sont les secteurs moteurs, tandis que l'emploi salarié progresse plus modérément dans les services marchands. Le commerce ne crée presque pas d'emplois, tandis que le nombre de salariés dans les services non marchands stagne, du fait de la chute du nombre de contrats aidés : un quart de moins par rapport à la mi-2016.

Philippe Paillole, Insee et Maurice Colliez, Dieccte

En 2017, l'emploi salarié augmente à La Réunion pour la cinquième année consécutive, mais à un rythme deux fois moins élevé qu'en 2016 (+ 0,9 % contre + 1,5 % en 2016 - *avertissement*). Les effectifs salariés de tous les grands secteurs augmentent, sauf dans les services non marchands où l'emploi est stable. Ainsi, après avoir progressé de 2,8 % en moyenne entre 2013 et 2015, la dynamique de l'emploi salarié décélère depuis 2016 (*figure 1*).

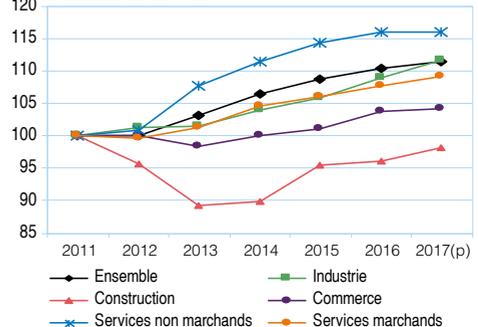
L'industrie et la construction portent la croissance de l'emploi

Dans le secteur marchand, la progression de l'emploi salarié est portée par l'hébergement-restauration, l'industrie, la construction et l'intérim. Le rebond de l'emploi est spectaculaire dans l'intérim (+ 56 %). La création d'emploi reste soutenue dans l'hébergement-restauration (+ 7,5 % après + 7,8 % en 2016) et continue de progresser dans l'industrie (+ 2,4 % après + 2,8 % en 2016). L'emploi rebondit dans la construction (+ 2,2 % après + 0,8 % en 2016). Le ralentissement est en revanche marqué dans le commerce (+ 0,4 % après + 2,6 % en 2016). En outre, l'emploi salarié recule nettement dans les autres services (- 6,1 % après - 1,3 % en 2016),

qui comprend des associations ayant recours à des contrats aidés, en forte diminution en 2017 (*figure 2*). La baisse des contrats aidés explique aussi la stabilisation de l'emploi en 2017 dans les services non marchands. Les créations d'emplois dans la santé et l'action sociale sont compensées par des pertes d'emplois dans l'administration et l'enseignement, qui ont fortement recours à des emplois aidés.

1 L'emploi salarié augmente moins vite qu'en 2016

Emploi salarié par secteur
indice base 100 au T4 2011



Note : il s'agit des effectifs salariés au 4^e trimestre de chaque année et non d'une moyenne annuelle.

Source : Insee, estimations d'emploi.

9 000 bénéficiaires de contrats aidés en moins depuis mi-2016

Fin 2017, 20 000 personnes bénéficient d'un contrat aidé à La Réunion. C'est un quart de moins par rapport au pic atteint à la mi-2016 (figure 3). Toutefois, le nombre de contrats aidés reste relativement important à La Réunion. Au regard des difficultés économiques que connaît l'île, ils représentent 6,2 % des contrats engagés en 2017 au niveau national et les objectifs fixés ont été dépassés avec un taux de réalisation de 114,5 %.

2 Forte croissance de l'emploi salarié dans l'intérim

Évolution de l'emploi salarié par secteur à La Réunion

	Emplois salariés fin 2017	Glissement annuel	
		2015/2016	2016/2017
	en milliers	en %	
Ensemble	257,0	1,5	0,9
Agriculture (p)	2,7	- 1,8	- 1,1
Industrie, dont	18,1	2,8	2,4
Agroalimentaire	7,0	3,8	5,0
Construction	14,2	0,8	2,2
Commerce	32,8	2,6	0,4
Services non marchands	109,8	1,3	0,0
Services marchands, dont :	112,3	1,6	1,4
Transports et entreposage	12,1	0,5	0,9
Hébergement et restauration	8,5	7,8	7,5
Information et communication	4,1	3,3	- 0,8
Activités financières et d'assurance	6,0	0,3	1,1
Activités immobilières	1,9	- 1,5	- 2,2
Activités scientifiques et techniques ; services adm. et de soutien, dont	22,0	2,8	3,0
intérim	4,0	- 5,0	55,5
Autres activités de services	20,9	- 1,3	- 6,1

(p) : provisoire pour 2017

Source : Insee, estimations d'emploi.

Les bénéficiaires des contrats aidés travaillent plus de 8 fois sur 10 dans le secteur non marchand. Ils disposent en très grande majorité d'un contrat unique d'insertion (CUI), proposés à des personnes éprouvant des difficultés d'accès à l'emploi. Les emplois d'avenir sont destinés à des jeunes peu ou pas qualifiés. La durée moyenne des contrats diminue en 2017 : 11 mois contre 12,5 mois en 2016. ■

3 Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés diminue d'un quart depuis mi-2016

Nombre de bénéficiaires de contrats aidés à La Réunion (en fin d'année)



Source : Dares.

Les avertissements

Les estimations trimestrielles d'emploi régionales englobent désormais les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et les particuliers employeurs. L'introduction de la déclaration sociale nominative en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données.

Les évolutions sont mesurées sur l'ensemble de l'année n, c'est-à-dire entre le 4^e trimestre de l'année n-1 et le 4^e trimestre de l'année n.

Le taux de chômage se stabilise

Pour la deuxième année consécutive, la population active baisse à La Réunion, notamment chez les jeunes et les hommes. Le taux d'emploi n'augmente pas cette année. Et après trois années de baisse, le taux de chômage cesse de diminuer: il reste stable à 23 % en 2017. Depuis 2014, le « halo » autour du chômage a augmenté de 6 000 personnes.

Philippe Paillole, Insee

En 2017, la **population active** de La Réunion comprend 343 000 personnes (*définitions*). Sur 100 personnes en âge de travailler, 62 sont en emploi ou au chômage en 2017. Pour la deuxième année consécutive, ce **taux d'activité** diminue alors qu'il avait tendance à augmenter depuis le début des années 2000.

Moins de jeunes et moins d'hommes sur le marché du travail

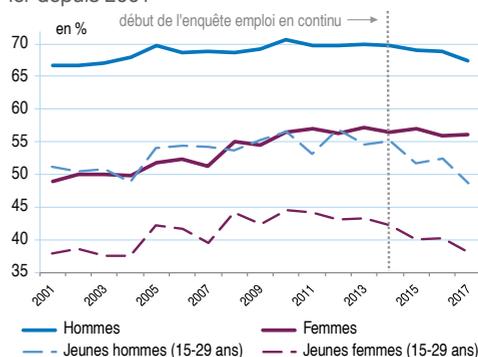
Le recul de l'activité est particulièrement marqué chez les jeunes de 15 à 29 ans. Après une hausse jusqu'en 2010, le taux d'activité des jeunes est redescendu au niveau du début des années 2000: seulement 43 % des jeunes Réunionnais sont en emploi ou au chômage aujourd'hui, contre 50 % en 2010.

Ce recul de la population active s'explique aussi par une participation moindre des hommes au marché du travail: 68 % sont en emploi ou au chômage, contre 70 % jusqu'en 2014 (*figure 1*). Quant aux femmes, leur taux d'activité se stabilise autour de 56 %, alors qu'elles étaient

massivement arrivées sur le marché du travail entre 2007 et 2010 (+ 5 points). Les jeunes femmes sont particulièrement peu présentes sur le marché du travail: 38 % contre 49 % pour les jeunes hommes.

1 Le taux d'activité des hommes et des jeunes baisse ces dernières années

Taux d'activité des Réunionnais en âge de travailler depuis 2001



Champ: personnes entre 15 et 64 ans.

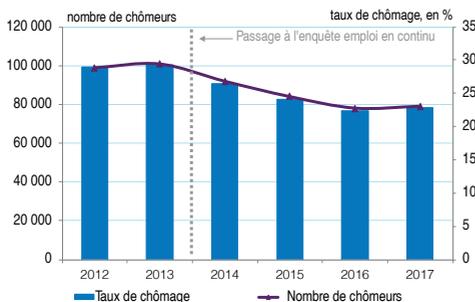
Sources: Insee, enquêtes Emploi annuelles 2001 à 2013, enquêtes Emploi en continu, 2014 à 2017.

Des créations d'emplois insuffisantes pour faire baisser le taux de chômage

Contrairement aux trois années précédentes, les créations d'emplois n'ont pas été suffisantes pour faire baisser le **taux de chômage** en 2017 : il reste stable à 23 % après trois années de baisse (*figure 2*). L'emploi dans les secteurs marchands a été moins dynamique qu'en 2016. De plus, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés, dont la majorité concerne le secteur non marchand, a baissé fortement. Depuis la crise économique et financière de 2008 et 2009, c'est la première fois que le **taux d'emploi** cesse d'augmenter. Sur 100 personnes en âge de travailler, 47 sont en emploi en 2017.

2 Le taux de chômage se stabilise en 2017 à La Réunion

Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT



Champ : personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes emploi DOM (2012-2013), enquêtes emploi en continu depuis 2014.

Le taux de chômage est à présent au même niveau pour les femmes que pour les hommes. C'est pour les jeunes hommes âgés de 15 à 29 ans que la situation se dégrade le plus en 2017 : leur taux de chômage augmente de 4 points.

Parallèlement à la stabilisation du nombre de chômeurs au sens du BIT, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A baisse très légèrement sur un an à La Réunion (- 0,3 %), comme au niveau national. Il s'élève à 135 800 en décembre 2017.

Le « halo » autour du chômage augmente

En plus des 79 000 chômeurs au **sens du BIT**, 62 000 personnes sans emploi souhaitent également travailler à La Réunion en 2017. Elles sont toutefois considérées comme inactives au sens du BIT. Elles constituent le « **halo** » autour du chômage, frontière entre inactivité et chômage. Ce halo a augmenté de 6 000 personnes depuis 2014, alimenté par le basculement de nombreux actifs vers ce halo plutôt que vers le chômage. La plupart des personnes du halo n'effectuent pas de recherche active d'emploi : le découragement en est la première cause. Les hommes sont plus souvent découragés que les femmes, y compris chez les jeunes.

Au total, 141 000 personnes souhaitent ainsi travailler en 2017, qu'elles soient au chômage ou dans le halo. Après une diminution les deux années précédentes, les Réunionnais sans emploi et souhaitant travailler sont plus nombreux cette année.

Le travail à temps partiel concerne 23 % des salariés à La Réunion en 2017. Plus de la moitié d'entre eux désiraient travailler davantage : 13 % des salariés sont ainsi en situation de **sous-emploi**, c'est-à-dire à la frontière entre emploi et chômage. Comme en 2016, les femmes sont deux fois plus concernées que les hommes. ■

Hausse de 3 % des créations d'entreprises

Avec plus 6 200 entreprises nouvelles, les créations d'entreprises augmentent de 3 % en 2017 à La Réunion. Il s'agit de la deuxième année consécutive de hausse après une baisse continue depuis 2010. Elle résulte notamment d'un regain des immatriculations de micro-entrepreneurs (+ 5 % après - 5 % en 2016). Hors micro-entrepreneurs, les créations augmentent de 2 %.

Nathalie Poleya, Insee

À La Réunion, 6 200 entreprises sont créées en 2017 dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles (*figure 1*). Pour la deuxième année consécutive, les créations d'entreprises augmentent (+ 3 %, après + 4 % en 2016).

Dans les DOM, les créations d'entreprises sont également dynamiques en Guadeloupe (+ 7 %) et surtout à Mayotte (+ 16 %), mais elles diminuent

en Martinique (- 2 %) et chutent fortement en Guyane (- 10 %). Globalement, en France, la création d'entreprises progresse fortement (+ 7 % - *figure 2*).

Le **taux de création** s'élève à 11,4 % (13,2 % en France, *définitions*). La Réunion se situe au 10^e rang des régions françaises.

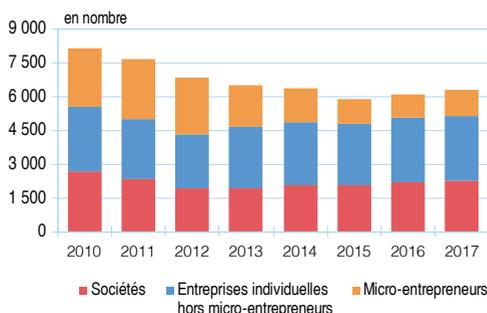
Regain d'intérêt pour le statut de micro-entrepreneur

Après six années de baisse, les immatriculations de micro-entrepreneurs augmentent de 5 % en 2017 (1 100 demandes). Toutefois, ce statut reste moins répandu qu'au plan national : seulement 18 % des créations contre 41 % en France.

Hors micro-entrepreneurs, les créations d'entreprises augmentent de 2 % à La Réunion. Les sociétés continuent en 2017 d'avoir du succès : leur nombre progresse de 3 %. Désormais 36 % des nouvelles entreprises sont des sociétés contre 28 % cinq ans auparavant.

1 6 200 nouvelles entreprises en 2017

Créations d'entreprises à La Réunion depuis 2010



Données brutes.

Champ : activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (*répertoire des entreprises et des établissements Sirene*).

2 Plus de nouvelles entreprises pour la deuxième année consécutive

Créations d'entreprises dans les DOM et en France métropolitaine

	2014	2015	2016	2017	Évolution 2016/2015	Évolution 2017/2016
	en nombre				en %	
La Réunion	6 372	5 873	6 084	6 249	3,6	2,7
dont micro-entrepreneurs	1 502	1 107	1 056	1 106	-4,6	4,7
hors micro-entrepreneurs	4 870	4 766	5 028	5 143	5,5	2,3
Martinique	3 091	3 127	3 209	3 144	2,6	-2,0
Guadeloupe	4 150	4 081	4 098	4 399	0,4	7,3
Guyane	1 815	1 609	1 505	1 347	-6,5	-10,5
Mayotte	851	824	797	928	-3,3	16,4
France	550 794	525 091	554 031	591 267	5,6	6,8

Données brutes.

Champ : activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (répertoire des entreprises et des établissements Sirene).

Toutefois, une nouvelle entreprise sur deux est une entreprise individuelle (hors micro-entrepreneurs). Leurs créations augmentent de 2 % par rapport à 2016.

Plus de créations uniquement dans les services

À La Réunion, la hausse des créations d'entreprises ne concerne en 2017 que le secteur des services aux particuliers (+ 18 %) et celui des services aux entreprises (+ 4 %) (figure 3). Ces secteurs concentrent la moitié des créations. Il n'avait pas enregistré autant de créations d'entreprises sur les dix dernières années. Dans la construction et l'industrie, les créations sont en revanche en forte baisse en 2017 : respectivement - 8 % et - 7 %.

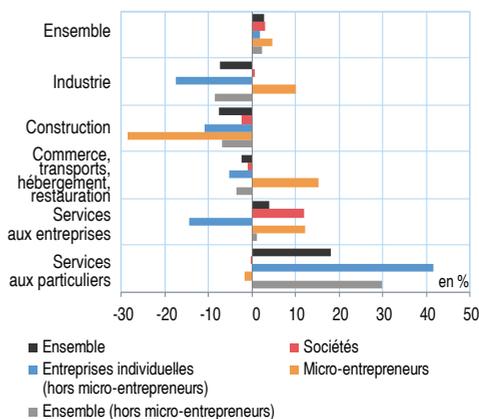
Augmentation du nombre de défaillances

En 2017, 661 défaillances d'entreprises ont été prononcées à La Réunion. Elles sont en hausse de 14,2 % en un an, alors qu'elles baissent

sensiblement en métropole (- 6,0 %). Le taux de défaillance à La Réunion est identique à la moyenne nationale (1,2 %). ■

3 Baisse des créations dans le secteur de la construction

Évolution des créations d'entreprises par catégorie juridique et secteur d'activités à La Réunion



Données brutes.

Champ : activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (répertoire des entreprises et des établissements Sirene).

Une campagne agricole contrastée

Dans l'agriculture, l'année 2017 s'avère très contrastée selon les filières. Concernant les produits végétaux, elle est bonne pour les maraîchers qui n'ont pas subi d'accidents climatiques, catastrophiques pour les producteurs de letchis dont les arbres n'ont quasiment pas produit et satisfaisante pour la production de canne à sucre, avec un tonnage élevé mais une richesse en sucre en deçà des attentes. Moins exposées aux conditions climatiques, les résultats des productions animales sont conformes aux prévisions, même si la concurrence des produits importés pèse toujours sur la filière.

Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (Daaf)

En 2017, la production agricole réunionnaise progresse de 1,6 % en valeur par rapport à 2016 et atteint 437 millions d'euros (*figure 1*). Cette augmentation s'explique principalement par le dynamisme des productions végétales (canne à sucre et maraîchage). Les charges d'exploitation (comme l'engrais) étant stables, la valeur ajoutée

dégagée par l'agriculture progresse de 2,6 %.

Une production végétale en hausse

La production végétale progresse en valeur de 2,9 % et s'établit à 303 millions d'euros. Malgré un démarrage difficile de la campagne sucrière,

1 Première hausse de la production agricole depuis 5 ans

Valorisation de la production agricole

	2014	2015	2016 ¹	2017 ²	Évolution 2017/2016
	en millions d'euros				en %
Production agricole y compris services³	417,2	424,9	430,1	437,1	1,6
Production totale de biens	413,2	420,9	426,1	433,1	1,6
Productions végétales dont	291,6	296,1	294,8	303,4	2,9
Canne à sucre	135,1	141,9	142,3	146,8	3,2
Légumes frais, racines et tubercules	75,3	73,7	74,9	78,2	4,4
Fruits	55,8	55,1	52,0	52,8	1,5
Productions animales dont	121,6	124,9	131,3	129,7	-1,2
Bétail	45,9	46,8	53,7	52,1	-2,9
Volailles	40,8	43,0	41,3	40,3	-2,5
Œufs	18,1	18,6	19,9	21,2	6,6
Lait	14,5	13,9	13,7	13,6	-0,9
Consommations intermédiaires	199,7	191,8	187,0	187,7	0,4
Valeur ajoutée brute	217,5	233,1	243,1	249,3	2,6

1. chiffres semi-définitifs ; 2. chiffres provisoires ; 3. valeur de la production, y compris les aides directes aux productions (exemples : prime bagasse-énergie, aides POSEI à la production, ADMCA, PPR, PAB) ; hors subventions (ICHN, MAE, calamités)

Source : Daaf Réunion, Agreste.

la canne à sucre demeure la première culture végétale de l'île, en surface comme en valeur. En effet, la campagne a pris du retard suite à la négociation de l'avenant à la convention canne 2015-2021. 2017 est l'année de la première campagne qui s'est opérée dans le nouveau contexte réglementaire de suppression des quotas sucriers européens.

Les planteurs ont livré 1,9 million de tonnes de canne aux deux usines, soit 5 % de plus qu'en 2016. Toutefois, la richesse dégagée pour une tonne de sucre est inférieure à sa moyenne décennale (*figure 2*). Au final, la production de canne à sucre augmente de 3 % entre 2016 et 2017 pour atteindre 147 millions d'euros. C'est un tiers de la production agricole réunionnaise.

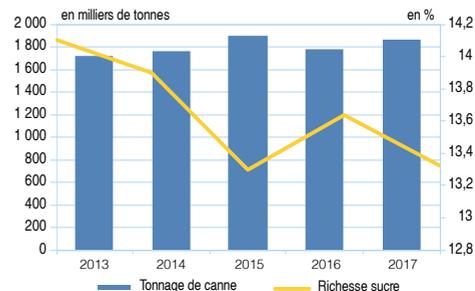
Parmi les autres productions végétales, la production de légumes frais et de pommes de terre progresse de plus de 4 %. Les conditions climatiques ont été clémentes pour ces cultures. À l'inverse, 2017 est une année sombre pour les letchis et mangues : les arbres n'ont quasiment pas porté de fruits. La rareté s'est traduite par une flambée des prix pour ces deux produits. La production d'ananas Victoria progresse d'année en année : l'ananas figure parmi les principaux produits réunionnais exportés. Au final, la production de fruits a augmenté de 1,5 % en valeur en un an.

Une production animale qui diminue

La production animale réunionnaise recule de 1,2 % par rapport à 2016 : elle descend à 130 millions d'euros. La production de volaille continue de baisser en 2017 (- 2,5 %). Toutefois, une nouvelle stratégie de développement est mise en place : les professionnels de la filière ont

2 Une récolte de canne à sucre plus importante en 2017

Tonnage de canne récoltée et richesse en sucre à La Réunion



Source : Daaf Réunion, Agreste.

signé un protocole identifiant les perspectives d'avenir (la conquête de nouveaux marchés, le lancement d'une gamme de produits supérieurs, le renforcement de la maîtrise sanitaire...). Cette stratégie a commencé à porter ses premiers résultats positifs à la fin de l'année.

La production locale de viande porcine se tasse (- 3 % en volume par rapport à 2016). Si la viande locale couvre bien le marché du frais, la concurrence de la viande congelée importée à bas prix maintient une tension sur cette filière. À l'inverse, les abattages de bovins sont en légère hausse (+ 2 % en volume par rapport à 2016). Néanmoins, ils restent insuffisants : les éleveurs sont alors obligés de conserver les animaux dans leurs élevages, ce qui pèse dans leur trésorerie.

La production d'œufs continue de progresser (+ 7 %). Cette filière évolue selon les besoins du marché : elle couvre l'ensemble des besoins locaux. Avec une production de 18,7 millions de litres en 2017, la filière laitière maintient son niveau de production depuis près de cinq ans (14 millions d'euros). ■

La reprise de la construction de logements se confirme

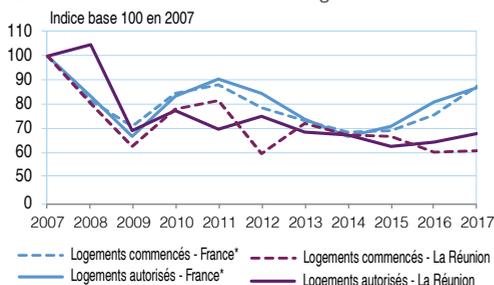
En 2017, la construction neuve progresse pour la deuxième année consécutive : autorisations (+ 5 %) et mises en chantiers (+ 1 %) augmentent toutes deux. La moitié des projets de construction sont en 2017 des maisons individuelles. Dans le parc locatif social, les logements mis en chantier augmentent de 19 %. En revanche, les livraisons de logements sociaux neufs restent stables (2800 logements). Les réhabilitations de logements sociaux progressent fortement : 650 logements ont été réhabilités en 2017, soit deux fois plus qu'en 2016.

Daniel Ah-Son et Audrey Besnard, Direction de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement (Deal)

En 2017, 8200 logements ont été autorisés à la construction. Les autorisations augmentent

1 Les mises en chantier repartent à la hausse

Évolution de la construction de logement



* : hors Mayotte

Source : SDES, Sit@del2. Estimations en date réelle à fin février 2018.

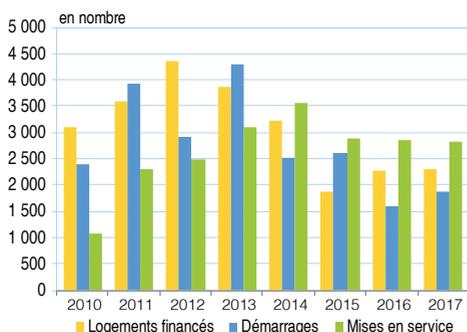
pour la deuxième année consécutive, de 5 % (+ 8 % en France, *figure 1*). La moitié des projets de construction concernent des maisons individuelles, en forte progression cette année (+ 9 %). Les autorisations de construction d'appartements progressent en revanche plus modestement (+ 1 %).

Après trois années consécutives de baisse, les mises en chantier sont également en hausse : la construction de 6500 logements a commencé en 2017 (+ 1 %).

Plus de logements individuels (+ 10 %) sont notamment mis en construction, alors que les mises en chantier d'appartements continuent de reculer (- 8 % après - 17 %).

2 Les mises en chantier de logements sociaux augmentent de 19 %

Financements, mises en chantier et livraisons de logements locatifs sociaux neufs



Source : Deal, SHLS ; SDES-Deal, RPLS 2017 pour les mises en service 2010-2016.

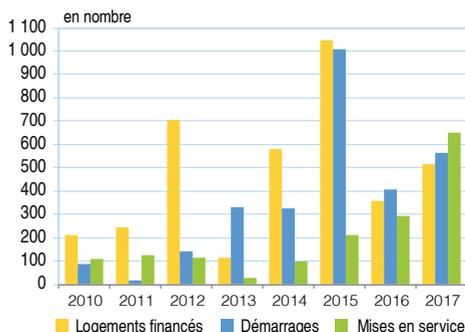
Contrairement à 2016, plus de logements sociaux sont mis en chantier

Les **mises en chantier** de logements locatifs sociaux repartent à la hausse en 2017 (+ 19 % après - 39 %). Cela reste néanmoins en deçà des perspectives envisagées (1 885 logements démarrés contre 2 000 prévus).

Les livraisons de **logements locatifs sociaux** restent stables : 2 840 logements en 2017 (*figure 2*). La majorité des projets sont livrés deux ans après le démarrage du chantier. Toutefois, la livraison de logements commencés avant 2015 s'étale au-delà de la durée habituelle des chantiers : c'est notamment le cas des chantiers

3 650 logements sociaux ont été réhabilités en 2017

Réhabilitations de logements locatifs sociaux



Source : Deal, SHLS.

commencés en 2013, année où les mises en chantier ont été particulièrement nombreuses (4 300 logements).

En 2017, 650 logements sociaux ont été réhabilités : c'est deux fois plus qu'en 2016 (*figure 3*). Le nombre de réhabilitations augmente depuis 2013. Les besoins en matière de réhabilitation restent cependant importants : près de la moitié du parc locatif social a plus de 20 ans. Les réhabilitations devraient continuer d'augmenter. En effet, en 2017, la réhabilitation a déjà débuté pour 560 logements sociaux (contre seulement 410 à la même période en 2016) et son financement a été acté pour 510 logements (+ 44 %). Il s'agit uniquement d'opérations en dehors du secteur de la rénovation urbaine. ■

La hausse de la fréquentation hôtelière se poursuit

Avec 1 208 500 nuitées en 2017, la fréquentation des hôtels réunionnais croît de 5 % par rapport à 2016. Les hôtels étoilés ou non profitent de cette augmentation. L'embellie profite davantage aux hôtels du Sud et du Nord-est. De plus en plus d'étrangers fréquentent les hôtels réunionnais (+ 12 %). Toutefois, la clientèle française reste largement majoritaire.

Nathalie Poleya, Insee

La fréquentation des hôtels de cinq chambres ou plus à La Réunion augmente de nouveau en 2017 (+ 5 %, *figure 1*). Il s'agit de la troisième année consécutive de hausse (+ 13 % en 2016 et + 11 % en 2015).

La fréquentation est dynamique tout au long de l'année 2017. Toutefois, c'est aux 2^e et 3^e trimestres que les croissances sont les plus fortes par rapport au même trimestre de l'année précédente (+ 7 %).

Bonne dynamique pour les hôtels 4 et 5 étoiles

La fréquentation des hôtels 4 ou 5 étoiles (+ 8 %) dynamise la fréquentation hôtelière : quatre nuitées supplémentaires sur dix concernent ces hôtels. Néanmoins, tous les types d'hôtels sont plus fréquentés en 2017. Ainsi, la fréquentation augmente également dans les hôtels non classés (+ 9 %) et plus modestement dans les hôtels 1 et 2 étoiles (+ 4 %). Les hôtels 3 étoiles sont aussi plus fréquentés (+ 2 %).

Les hôtels du Sud et du Nord-est sont les premiers bénéficiaires de cette embellie (respectivement + 8 % et + 7 %). Dans une moindre mesure, la fréquentation progresse également dans l'Ouest (+ 2 %).

1 La fréquentation hôtelière en hausse de 5 % en 2017

Fréquentation hôtelière à La Réunion

	2016	2017	Évolution
	en nombre		en %
Nombre de nuitées	1 153 800	1 208 500	4,7
Non classés	159 800	174 700	9,3
1 ou 2 étoiles	171 100	177 400	3,7
3 étoiles	511 100	519 100	1,6
4 ou 5 étoiles	311 800	337 300	8,2
Nord et Est	270 300	288 800	6,9
Ouest	599 300	611 900	2,1
Sud	284 200	307 800	8,3
Offre de chambres	1 096 600	1 078 100	- 1,7
Chambres occupées	661 100	694 300	5,0

Champ : établissements hôteliers de cinq chambres ou plus.
Source : Insee, DGE - Enquête de fréquentation hôtelière.

En 2017, 64 % des chambres d'hôtels sont en moyenne occupées (*figure 2*). Ce **taux d'occupation** est nettement plus élevé qu'en 2016 (60 %). En effet, à la fois plus de chambres sont occupées (+ 5 % en nombre de nuits d'occupation) et du fait de fermeture d'établissements, moins de chambres sont proposées sur le marché réunionnais (- 2 %).

Hausse de la clientèle étrangère

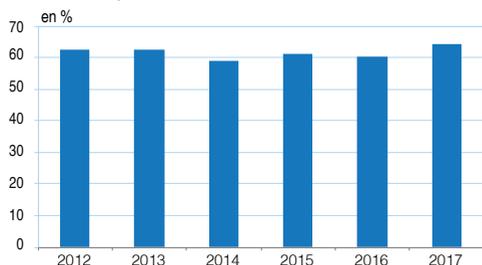
Plus de clients français et étrangers fréquentent les hôtels en 2017 (*figure 3*). La hausse est particulièrement importante parmi la clientèle étrangère : + 12 % en 2017. La clientèle allemande progresse de 3 % : l'Allemagne reste ainsi en 2017 le premier pays d'origine des touristes étrangers. Les hôtels accueillent également plus de Français (+ 4 %). Parmi eux, la fréquentation des hôtels par

les Réunionnais augmente modérément en 2017, alors qu'elle avait bondi en 2016 (+ 3 % après + 27 % en lien avec l'ouverture de 4 hôtels).

Néanmoins, la clientèle française reste largement majoritaire (86 %). Avec 459 000 nuitées, la clientèle réunionnaise représente 38 % des nuitées, contre 48 % pour celle en provenance des autres départements français. ■

2 Le taux d'occupation augmente de 4 points en 2017

Taux d'occupation annuel de 2012 à 2017 à La Réunion



Champ : établissements hôteliers de cinq chambres ou plus.

Source : Insee, DGE - Enquête de fréquentation hôtelière.

Le tourisme international atteint son niveau le plus haut depuis sept ans

En 2017, selon l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le tourisme international augmente de 7 % pour atteindre 1,3 milliard de visiteurs, soit un nombre de touristes internationaux jamais atteint depuis sept ans. La fréquentation touristique augmente dans toutes les zones géographiques. Dans l'océan Indien, en particulier à Maurice et aux Seychelles, le nombre de touristes continue de progresser. Avec 1,3 million de visiteurs, l'île de Maurice a été la destination la plus visitée en 2017. Aux Seychelles, le nombre de visiteurs a augmenté de 15 % pour atteindre 350 000 visiteurs. À Mayotte, la fréquentation touristique est en hausse sensible de 21 % : 62 000 touristes sont venus, après huit années de stagnation autour de 50 000 touristes.

3 Une clientèle essentiellement française

Fréquentation des hôtels selon la provenance de la clientèle

	Nuitées en 2017	Part de la clientèle selon sa provenance		Évolution 2017/2016
		en milliers	en %	
Ensemble de la clientèle	1 209	100,0	4,7	
France	1 042	86,2	3,6	
La Réunion	459	38,0	3,0	
Mayotte	11	0,9	3,6	
Autres départements français	572	47,3	4,3	
Étranger	166	13,8	12,3	
Afrique	37	3,1	13,4	
Maurice	20	1,7	15,8	
Madagascar	6	0,5	-10,2	
Autres pays d'Afrique	11	0,9	26,5	
Europe hors France	108	8,9	7,5	
Allemagne	45	3,7	3,3	
Belgique	12	1,0	-2,2	
Suisse	15	1,3	-6,6	
Autres pays d'Europe	37	3,0	25,7	
Amérique	3	0,2	23,7	
Asie, Océanie et Australie	18	1,5	47,5	

Champ : établissements hôteliers de cinq chambres ou plus.

Source : Insee, DGE - Enquête de fréquentation hôtelière.

Champ de l'étude

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie concerne depuis janvier 2014 tous les hôtels de cinq chambres ou plus, qu'ils soient classés ou non. Elle concerne toute la clientèle, que celle-ci soit résidente à La Réunion ou non, de tourisme ou d'affaires. Les résultats présentés ici portent à La Réunion sur 75 hôtels, dont 55 sont classés et 20 non classés.

Une année record pour le trafic aérien

En 2017, porté par une hausse notable des liaisons internationales et une nouvelle progression du trafic avec la métropole, le transport aérien de passagers augmente fortement en 2017 : + 9,3 % après + 1,5 % en 2016. Le transport de marchandises, essentiellement maritime, augmente quant à lui moins fortement que l'an passé (+ 4 % après + 11 %).

Les immatriculations de voitures particulières neuves poursuivent leur progression pour la quatrième année consécutive (+ 6 %).

Anne Jonzo, Insee

En 2017, les aéroports de La Réunion ont accueilli 2,4 millions de passagers. Le trafic aérien de passagers a alors fortement augmenté : + 9,3 % après + 1,5 % en 2016 (*figure 1*).

Si l'aéroport de Roland Garros concentre l'essentiel du trafic (96 % des passagers, soit 2 300 000 passagers), l'activité de Pierrefonds continue de croître (101 000 passagers contre 83 000 en 2016). Il s'agit exclusivement de passagers en provenance ou à destination de Maurice et Rodrigues.

Un trafic aérien international en forte hausse

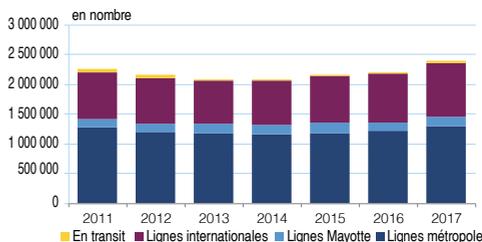
En 2017, un nouveau record est atteint : 904 000 passagers ont emprunté des liaisons internationales depuis ou vers La Réunion (+ 12 %). Maurice reste la première liaison (533 000 passagers, + 4 %), puis Madagascar (154 000 passagers, + 17 %). Parmi les destinations voisines, la liaison avec l'Afrique du Sud augmente fortement (+ 44 %) alors que celle

avec les Seychelles progresse plus modestement (+ 4 %). À l'inverse, l'activité aérienne diminue entre Les Comores et La Réunion.

Parmi les destinations internationales plus éloignées, le nombre de passagers en provenance et à destination de la Thaïlande et de l'Inde ont très fortement augmenté (+ 70 %). La capacité des vols a en effet augmenté fin 2016. De son côté, ouverte en février 2017, la ligne La Réunion-Chine a attiré 8 000 passagers.

1 Trafic aérien de passagers : nouveau record en 2017

Nombre de passagers aériens en provenance et à destination de La Réunion de 2011 à 2017



Source : Union des aéroports français.

Plus de la moitié des passagers voyagent à destination ou depuis la métropole, soit 1,3 million de personnes. Conséquence probable de l'arrivée d'une cinquième compagnie régulière dès juin 2017, plus de voyageurs ont en 2017 emprunté cette liaison (+ 7 %). À l'inverse, à la suite du développement d'une nouvelle ligne directe entre Mayotte et la métropole mi-2016, l'activité aérienne continue de diminuer entre La Réunion et Mayotte (- 1 %, 153 000 passagers).

Contrairement à 2016, le trafic maritime de passagers (pour l'essentiel des croisiéristes) baisse de 2 % (73 100 passagers, entrées et sorties cumulées).

Le trafic maritime de marchandises ralentit

Après une hausse de 11 % en 2016, le transport maritime de marchandises hors matériaux liés au chantier de la Nouvelle route du littoral (NRL) ne progresse que de 4 % en 2017. Ont transité par le port de La Réunion (entrées et sorties cumulées) 5,4 millions de tonnes (Mt) de marchandises (figure 2). La mise en service d'un nouveau portique en juin 2016 et l'ouverture de nouvelles lignes maritimes ont notamment permis un développement rapide du transit de marchandises par conteneurs. En effet, seul le trafic de marchandises par conteneur augmente (+ 3 %). Le Port Réunion, quatrième port à conteneurs de France, atteint donc un niveau record (332 800 conteneurs équivalent vingt pieds).

La construction de la Nouvelle route du littoral a quant à elle nécessité le transit de 220 000 tonnes de marchandises.

Contrairement à 2016, le fret aérien recule de 2 % en un an (26 500 tonnes). Les mauvaises récoltes de fruits de fin d'année expliquent en partie cette baisse. De plus, en 2016, du matériel avait exceptionnellement été envoyé vers Madagascar par gros porteur.

Le trafic postal continue de décliner (5 200 tonnes, - 10 % par rapport à 2016).

Des immatriculations de voitures neuves à un niveau record

Les immatriculations de voitures particulières neuves atteignent en 2017 un niveau record : 25 300 voitures, soit + 6 % en un an. Les immatriculations de véhicules utilitaires neufs continuent également d'augmenter (+ 5 %, 6 100 immatriculations), notamment de camionnettes (+ 8 %). Par ailleurs, 4 300 deux-roues motorisés ont été immatriculés en 2017 (+ 15 %). ■

2 En 2017, le transport maritime progresse de 4 %

Le trafic maritime de marchandises* à La Réunion de 2010 à 2017

	Trafic global	Nombre de conteneurs	Évolution
	en tonnes	en équivalent vingt pieds	en %
2010	4 233 400	216 200	-
2011	4 145 600	220 300	-2,1
2012	4 098 900	221 400	-1,1
2013	4 017 000	213 000	-2,0
2014	4 291 800	240 100	6,8
2015	4 656 000	248 300	8,5
2016	5 155 500	324 400	10,7
2017	5 363 900	332 800	4,0

* hors matériaux du chantier de la nouvelle route du littoral
Source : Port Réunion.

Une activité bancaire dynamique et une rentabilité solide

En 2017, la croissance des actifs financiers des résidents réunionnais est soutenue et celle des crédits s'accélère. Les taux pratiqués à La Réunion poursuivent leur baisse, en lien avec des conditions financières exceptionnellement favorables. Dans un contexte de changement général du modèle de la banque de détail et de ses métiers, la rentabilité globale du secteur est contrainte par la faiblesse des taux d'intérêt et la réduction de la marge d'intermédiation. Elle résiste néanmoins grâce à la baisse des créances douteuses.

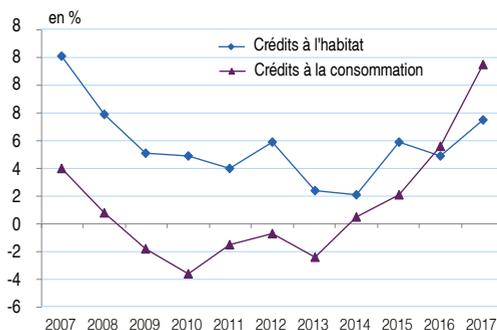
Service « Études et suivi des établissements de crédit », agence IEDOM de La Réunion

Fin 2017, les agents économiques réunionnais détiennent 14 milliards d'euros d'encours d'actifs financiers (liquidités ou **dépôts à vue** et **produits d'épargne à long terme**). Les ménages en possèdent 70 % et la hausse des montants qu'ils détiennent s'accélère (+ 6,1 % en 2017 après + 3 % en moyenne de 2014 à 2016). La préférence des ménages pour la liquidité reste marquée, les produits d'épargne étant faiblement rémunérés. Ainsi, les dépôts à vue (comptes courants) progressent de 12,5 % sur un an. Toutefois, certains placements liquides ou à long terme se redressent en 2017, notamment l'assurance-vie (+ 7,0 %).

Les sociétés non financières augmentent aussi leurs dépôts à vue, avec une croissance supérieure à 10 % pour la cinquième année consécutive. En effet, en plus d'un contexte économique favorable, ces sociétés continuent de bénéficier du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. En outre, ils profitent de transferts de placements « liquides » (- 17,6 %).

1 Forte croissance des crédits aux ménages

Évolution des crédits à la consommation et à l'habitat des ménages



Source: ledom.

Une hausse des crédits stimulée par des taux bas

En 2017, les encours sains de crédits - pour lesquels il n'y a eu ni retard ni incident de paiement - à l'économie réunionnaise progressent fortement (+ 7,0 %), nettement plus que la

moyenne sur la période 2009-2016 (+2,8 %). Ils dépassent désormais les 21 milliards d'euros. Contrairement aux années antérieures, les banques locales affichent une croissance aussi soutenue que celle des prêteurs institutionnels, comme l'Agence française de développement et la Caisse des dépôts et consignations.

Les crédits accordés aux entreprises progressent de 4,1 %, tirés par les crédits d'investissement (+ 8,5 % contre + 3,7 % moyenne de 2014 à 2016). Les crédits immobiliers des sociétés non financières augmentent toujours (+ 3,2 %), mais moins vite que les années correspondant au pic de la production de logements sociaux. À l'inverse, les crédits de trésorerie des sociétés non financières se contractent pour la seconde année consécutive (- 8,2 % après - 3,4 % en 2016), en cohérence avec la hausse constatée de leurs dépôts à vue. Les encours d'affacturage baissent également et traduisent aussi la probable amélioration de la trésorerie des entreprises.

Après une légère contraction en 2016, les encours de crédits aux collectivités locales progressent de nouveau (+ 8,3 %). Côté ménages, la hausse des

encours de crédits à l'habitat s'accélère (+ 7,5 % après + 4,0 % en moyenne de 2014 à 2016 - *figure 1*). Témoin du regain d'activité dans l'immobilier, c'est la plus forte hausse depuis la crise de 2009. La dynamique des crédits à la consommation s'intensifie également (+ 11,5 % après + 2,1 % en moyenne de 2014 à 2016). Ils financent notamment des achats d'automobiles et de biens d'équipement.

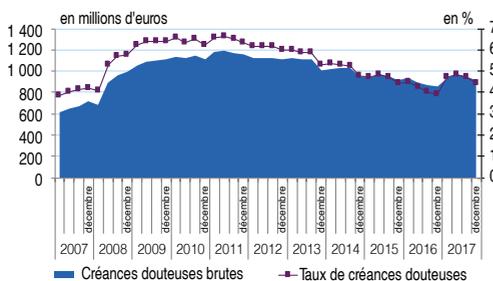
Moins de créances douteuses et une rentabilité solide

En 2017, pour la cinquième année consécutive, les **créances douteuses** portées par les établissements de crédit diminuent (- 5,5 %, *figure 2*). Depuis juin 2012, elles ont reculé de 300 millions d'euros, en partie du fait de cessions de créances compromises à des cabinets de recouvrement spécialisés. Elles ne pèsent plus que pour 3,9 % dans les encours bruts totaux contre 6,6 % en juin 2012.

Dans un contexte de changement général du modèle de la banque de détail et de ses métiers, la rentabilité du système bancaire réunionnais est globalement solide en 2017. Le chiffre d'affaires des établissements financiers reste contraint par des taux historiquement bas et des marges d'intermédiation plus faibles qu'avant. Grâce à la réduction de leurs créances douteuses, leur résultat est néanmoins en hausse de 15 % en un an. Les sociétés financières spécialisées dans les crédits à la consommation tirent leur épingle du jeu, alors que l'activité de celles spécialisées dans le crédit interentreprises (les *factors*) se réduit. ■

2 La baisse des créances douteuses se poursuit

Évolution des créances douteuses et de leur poids à La Réunion



Source : ledom.

L'économie française progresse vivement en 2017

En 2017, l'activité mondiale accélère. La croissance de la zone euro se poursuit et atteint son niveau le plus haut depuis dix ans (+ 2,5 %). L'économie française connaît également une nette croissance (+ 2,2 %), la plus forte depuis 2011, portée par un investissement qui s'accélère nettement et des exportations vigoureuses. La demande intérieure augmente mois vite qu'en 2016, freinée en partie par une consommation des ménages moins dynamique. En effet, l'accélération des prix l'emportant sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017. En 2017, l'emploi accélère et le taux de chômage baisse davantage qu'en 2016, passant de 10 % à 9 % fin 2017.

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle (Insee)

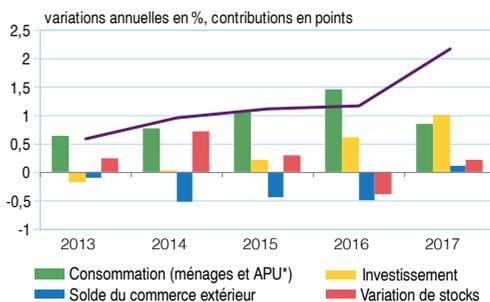
En 2017, l'activité mondiale a accéléré : + 3,9 % après + 3,3 % en 2016. L'activité continue à reprendre quelques couleurs dans les pays émergents (+ 6,5 % après + 4,9 %) : l'activité chinoise se stabilise mais l'activité se reprend au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, l'activité accélère aussi (+ 2,3 % après + 1,7 % en 2016) essentiellement du fait des États-Unis (+ 2,3 % après + 1,5 %). Elle est portée par une reprise de la dépense publique et de l'investissement des entreprises. La croissance britannique se stabilise (+ 1,8 % après + 1,9 %).

La croissance de la zone euro au plus haut depuis 2007

Dans la zone euro, l'activité accélère vivement : + 2,5 % après + 1,8 % avec des niveaux de confiance des entrepreneurs à des plus hauts historiques depuis 17 ans. L'accélération de l'activité dans la zone euro est surtout portée par le commerce extérieur avec des exportations très dynamiques (+ 5,3 % après + 3,4 %).

1 Un investissement dynamique

Variations annuelles du PIB en volume et contributions à ces évolutions



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

L'investissement reste allant, aidé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui reste accommodante et maintient les taux d'intérêt à un niveau faible. Les disparités de croissance demeurent, l'Italie étant moins dynamique que ses principaux partenaires européens. Au total, le commerce mondial se reprend franchement en 2017, à + 5,3 % après + 2,0 %.

L'économie française accélère franchement en 2017

En 2017, le PIB français progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (*figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB pour la première fois depuis 2012 (+ 0,1 point contre - 0,5 point en 2016) : en effet, les exportations sont particulièrement vigoureuses (+ 4,5 % après + 1,5 %) tandis que les importations accélèrent moins fortement (+ 4,0 % après + 3,0 %).

Les entreprises stockent plus en 2017 (contribuant pour + 0,2 point à la croissance annuelle, après - 0,4 point en 2016), compensant le ralentissement de la demande intérieure. En effet, la demande intérieure hors stocks ralentit un peu (contribution de + 1,8 point à la croissance du PIB en 2017 contre + 2,1 points en 2016), freinée par la consommation (ménages et administrations) dont la contribution au PIB passe à + 0,8 point en 2017 après + 1,5 point en 2016. Le ralentissement de la consommation des ménages (+ 1,1 % après + 2,0 %) provient en partie de celui de leur pouvoir d'achat (+ 1,3 % après + 1,8 %). Du côté de la demande publique, la consommation collective des administrations publiques marque légèrement le pas (+ 0,5 % après + 0,7 %) mais leur investissement accélère (+ 1,4 % après + 0,2 % en 2016 faisant suite à des replis les années précédentes dont - 4,6 % en 2015).

La vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance du PIB

L'investissement accélère nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016) jusqu'à dépasser son rythme de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 %

après + 2,8 %), notamment du fait d'achats immobiliers très dynamiques. Malgré une diminution des livraisons de matériels militaires, l'investissement public accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. Enfin, l'investissement des entreprises non financières, déjà dynamique en 2016 (+ 3,4 %), accélère encore en 2017 (+ 4,1 %). Le taux d'utilisation de leurs capacités de production atteint en fin d'année des niveaux inédits depuis la crise financière de 2008, tout comme l'ensemble des facteurs de tension sur l'offre (difficultés de recrutement et goulots de production).

L'accélération de l'emploi conduit à une baisse d'un point du taux de chômage

L'emploi total accélère : + 261 000 sur un an fin 2017, après + 251 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 257 000 après + 213 000) qui bénéficie de l'accélération de l'activité. Ainsi, le taux de chômage en France entière baisse davantage que l'année passée, passant de 10,0 % fin 2016 à 9,0 % fin 2017.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix de la consommation retrouvent une progression significative en 2017 après avoir stagné en 2016 (+ 1,3 % après - 0,1 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère nettement (+ 2,6 % après + 1,7 %), du fait de la vigueur des revenus d'activité et du patrimoine et de la modération des prélèvements obligatoires. L'accélération des prix l'emportant sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017 (+ 1,3 % après + 1,8 %). ■

La croissance mauricienne se stabilise

En 2017, la croissance économique à Maurice s'établit à + 3,8 %, comme en 2016. Elle est portée par le dynamisme du secteur de la construction et soutenue par la bonne performance du secteur des services. La consommation reste stable, l'investissement privé continue de progresser, tandis que le déficit commercial augmente.

Meethoo Jawahir, Statistics Mauritius

En 2017, la croissance économique à Maurice se maintient au-dessus de 3 %, comme chaque année depuis le début de la décennie : le produit intérieur brut (PIB) progresse de 3,8 % en volume comme en 2016 (*figure 1*). En valeur, le PIB augmente de 5,8 % pour atteindre 460 milliards de roupies (11,7 milliards d'euros). Le PIB par habitant progresse de 5,7 %, passant de 344 000 roupies (8 700 euros) en 2016 à 363 600 roupies (9 300 euros) en 2017.

L'investissement du secteur privé soutient la croissance

En 2017, l'investissement devient le principal moteur de la croissance : il augmente de 4,6 %. Il est en forte hausse dans le secteur privé (+7,6 %), alors que l'investissement public chute de 4,1 %. Déjà en retrait en 2016, l'investissement public baisse en raison de retards de grands projets d'infrastructures publiques.

1 Le PIB augmente de 3,8 % en volume en 2017

Indicateurs macroéconomiques à Maurice

	2016(r)	2017(p)
PIB (milliards de roupies)	434,8	459,9
PIB par habitant (en roupies)	344 029	363 604
PIB par habitant (en euros)	8 671	9 268
Taux de croissance en volume (en %)		
PIB	3,8	3,8
Consommation finale	2,9	2,7
Investissement	3,7	4,6
Taux d'investissement (en % PIB)	17,2	17,3
Taux d'épargne (en % de RDB)	11,0	10,7
Solde des échanges extérieurs de biens et services (en % PIB)	-9,3	-13,0
Déficit budgétaire (en % PIB)	4,0	1,9
Inflation (en %)	1,0	3,7
Taux de chômage (en %)	7,3	7,1

(r) révisé (p) provisoire
Source : Statistics Mauritius.

Défini comme la part de l'investissement dans le PIB, le taux d'investissement se stabilise : il s'élève à 17,3 % en 2017. Le taux d'investissement privé s'accroît, passant de 12,8 % en 2016 à 13,2 % en 2017, tandis que le taux d'investissement public diminue (4,1 % en 2017 contre 4,4 % en 2016).

La consommation des ménages continue d'augmenter au même rythme qu'en 2016 (+ 3,0 %). La consommation des administrations publiques progresse également mais nettement moins vite : + 1,6 % en 2017 après + 2,9 % en 2016.

Le déficit commercial se creuse

En 2017, le déficit du solde du commerce extérieur se creuse en 2017 : 59,7 milliards

de roupies (1,5 milliard d'euros) après 40,3 milliards de roupies en 2016 (1 milliard d'euros). Hors avions et bateaux, le déficit commercial passe de 8,9 % du PIB en 2016 à 12,8 % en 2017.

Stables en 2016, les importations de biens et de services augmentent de + 2,1 % en volume, en lien avec le rebond des importations de services (+ 2,4 % en 2017 après - 8,2 % en 2016).

Les exportations de biens et de services chutent de 2,0 % en volume, après - 4,6 % en 2016. Les exportations de biens sont en nette baisse (- 4,4 %) tandis que les exportations de services sont stables.

Un secteur agricole atone

En 2017, la **valeur ajoutée brute** (VAB) augmente de 3,5 % (+ 3,6 % en 2017). Tous les secteurs de l'économie sont en croissance, à l'exception de l'agriculture, sylviculture et pêche (- 0,2 % ; *figure 2*). En effet, la production de sucre baisse significativement (350 000 tonnes en 2017 contre 386 300 tonnes en 2016). Cette baisse est

partiellement compensée par la croissance de la culture vivrière et de la production animale (volaille, bétail).

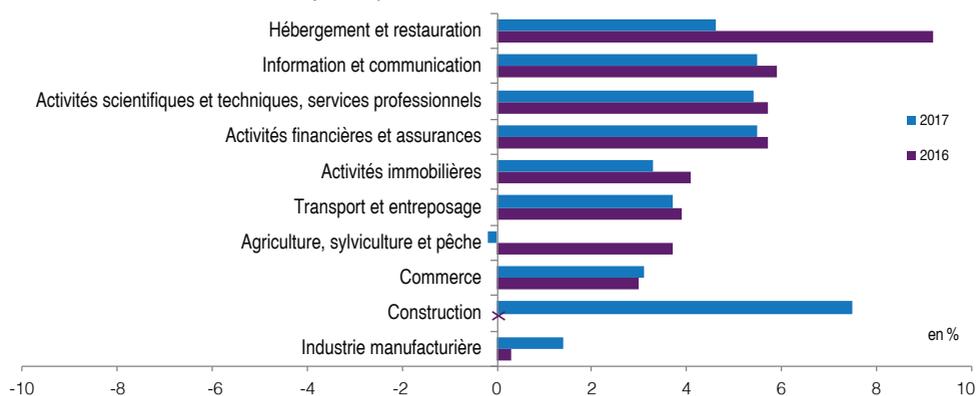
Rebond du secteur de la construction

L'année 2017 est également marquée par la reprise du secteur de la construction. Après une stabilité en 2016, la valeur ajoutée de ce secteur augmente fortement en 2017 (+ 7,5 %). Plusieurs projets de rénovation d'hôtels ont en effet été mis en œuvre. Plus de permis de construction non résidentielle ont été également délivrés.

Le secteur des services financiers reste toujours le premier contributeur à la croissance de la valeur ajoutée totale (0,7 point), suivi par le commerce (0,4 point). Les secteurs construction, hébergement-restauration et « activités scientifiques et techniques, services professionnels » contribuent chacun à hauteur de 0,3 point à la croissance de la valeur ajoutée brute. La croissance dans le secteur de l'hébergement et de la restauration ralentit (+ 4,6 % contre + 9,2 % en 2016). ■

2 L'agriculture, la sylviculture et la pêche stagnent

Taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur à Maurice



Source : Statistics Mauritius.

La croissance se maintient dans la zone océan Indien

L'activité économique reste atone en Afrique du Sud et faible aux Comores, tandis que la croissance se maintient à Madagascar et aux Seychelles. Elle reste dynamique en Inde et à Maurice.

Sébastien Seguin, Insee

En 2017, la croissance économique se consolide en **Inde** : le produit intérieur brut (PIB) augmente de 6,7 %, à un rythme aussi rapide qu'en Chine (+ 6,9 %, *figure 1*). Un rebond des exportations et une consommation des ménages vigoureuse permettent cette croissance. Néanmoins, l'investissement progresse moins vite.

L'activité économique reste atone en **Afrique du Sud** en 2017 (+ 1,3 %, après + 0,6 % en 2016). Pourtant, grâce à une meilleure pluviométrie, la récolte agricole est en 2017 exceptionnelle. En outre, la production minière a augmenté, stimulée par le rebond des cours des produits de base. Toutefois, l'incertitude politique (vote de défiance à l'encontre du président Jacob Zuma) et la faible confiance des consommateurs et des entreprises continuent de peser sur la croissance.

À **Madagascar**, la croissance se maintient en 2017 (+ 4,1 % après + 4,2 %), malgré des conditions climatiques défavorables et une épidémie de peste qui a fait chuter le tourisme. En 2017, une grave sécheresse a lourdement pesé sur l'activité agricole. Par ailleurs, Madagascar a été traversé par Enawo, le cyclone le plus puissant depuis 13 ans. La croissance est essentiellement portée par la vigueur des exportations de produits textiles et par l'expansion des travaux publics, liée en partie aux besoins de reconstruction.

La croissance économique se maintient également aux **Seychelles** : + 4,2 % en 2017, après + 4,5 % en 2016. Toujours solide, le tourisme demeure le principal levier de croissance de l'économie seychelloise : après une hausse de 10 % en 2016,

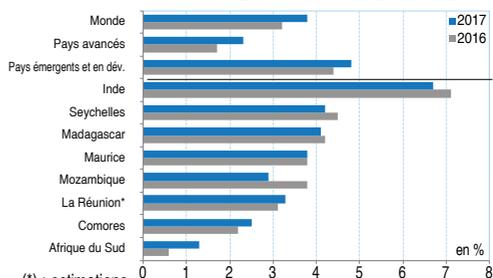
les arrivées de touristes ont augmenté de 20 % en 2017, pour atteindre 350 000 visiteurs. L'activité est par ailleurs tirée par une bonne performance du secteur de la pêche.

La croissance reste par ailleurs soutenue à **Maurice** (+ 3,8 % comme en 2016).

Au **Mozambique**, la croissance économique ralentit en 2017 (+ 2,9 % après + 3,8 % en 2016), en dépit d'une croissance substantielle des exportations de charbon et d'aluminium. Ce ralentissement résulte principalement de la faiblesse de l'investissement.

La croissance économique reste modérée aux **Comores** (+ 2,5 % en 2017). Les transferts provenant de la diaspora et l'investissement public dans les infrastructures soutiennent la demande interne. Une meilleure fourniture d'électricité et un plus grand accès aux services de télécommunications favorisent aussi les activités du secteur privé. ■

1 La croissance reste atone en Afrique du Sud en 2017
Taux de croissance du PIB en volume en 2016 et 2017



(*) : estimations

Sources : Fonds monétaire international (traitements Insee), Statistics Mauritius pour Maurice ; Cerom, comptes rapides pour La Réunion.

Définitions

Définitions

Économie régionale

Une grandeur économique peut se mesurer de deux façons différentes : en prix courants, c'est-à-dire **en valeur**, ou en prix constants, c'est-à-dire **en volume**. Pour mesurer la **croissance économique**, on s'intéresse aux variations du produit intérieur brut (PIB en volume), c'est-à-dire abstraction faite de la variation des prix.

Trois déflateurs sont principalement utilisés pour tenir compte des évolutions de prix :

- **l'indice des prix à la consommation** : c'est **l'instrument de mesure de l'inflation**. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante ;

- **les prix de la dépense de consommation finale des ménages** : ce déflateur s'appuie, pour la majorité des produits, sur les **évolutions de prix collectés** pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. En outre, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation alors que l'IPC s'appuie sur leur poids passé ;

- **les prix du PIB** : c'est le **déflateur du PIB**, qui synthétise les évolutions de prix de toutes les composantes du PIB (consommation finale des ménages, des administrations, investissements, exportations et importations, etc.).

Consommation-Revenus

Le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) est constitué des **revenus d'activité perçus** (salariés et revenus des non-salariés), des **prestations sociales versées**, du **solde des revenus du patrimoine** (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que

du **solde des autres transferts** (notamment assurances). Du **total de ces revenus** sont **déduits** les **cotisations sociales** et les **impôts directs payés par les ménages** (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Marché du travail

Les **demandeurs d'emploi** sont classés en **5 catégories**, les plus couramment citées étant les catégories A, B ou C. La **catégorie A** regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

Le **taux de chômage** est le **rapport** entre le **nombre de chômeurs** et le **nombre de personnes actives** (en emploi ou au chômage) parmi les **personnes** âgées de 15 ans ou plus.

Un chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) est une personne de 15 ans ou plus qui n'a **pas travaillé**, ne serait-ce qu'une heure au cours d'une semaine de référence, qui est **disponible pour travailler dans les deux semaines** et qui a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

La **population active** regroupe la **population active occupée** (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les **chômeurs**.

Le **taux d'emploi** d'une classe d'individus est le **rapport du nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe**.

Halo autour du chômage : Les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir. Le Bureau international du travail (BIT) a fourni une définition stricte du chômage mais qui ignore certaines interactions qu'il peut y avoir avec l'emploi (travail occasionnel, sous-emploi) ou avec l'inactivité (personnes souhaitant travailler mais considérées comme inactives,

soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces personnes forment ce qu'on appelle un « halo » autour du chômage. Ce « halo » est calculé par l'Insee à partir de l'enquête Emploi.

Démographie des entreprises

Le **taux de création (ou de défaillance)** d'entreprises est le **rapport** du **nombre des créations** (ou de défaillances) d'entreprises d'une année au **stock d'entreprises** au 1^{er} janvier de cette même année.

Logement

Le nombre d'**autorisations de construction** ou de **mises en chantier** est estimé à partir des informations disponibles dans la base de données Sit@del2. Cette base de données rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis accordés) et aux mises en chantier transmises par les communes à la Deal de La Réunion.

En matière de logement, des séries d'estimations en date réelle sont produites et révisées mensuellement pour évaluer le nombre d'autorisations et de mises en chantier. Sur la base des données collectées, ces séries intègrent une estimation de l'information non encore remontée. Les annulations ne sont pas retranchées.

Les logements du parc locatif social sont :

- les logements appartenant à des organismes HLM (Habitation à loyer modéré) ou à d'autres bailleurs de logements sociaux (par exemple, logements détenus par les sociétés immobilières d'économie mixte - SEM) et qui sont soumis à la législation HLM pour la fixation de leur loyer ;
- les logements en dehors du champ des organismes de HLM mais pratiquant un loyer HLM.

Les logements du parc locatif social sont regroupés en trois catégories selon leur mode de financement : **les logements locatifs très sociaux (LLTS)**, **logements locatifs sociaux (LLS)**,

logements intermédiaires (PLS – prêt locatif social).

Fréquentation hôtelière

Les **nuitées** correspondent au **nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement** ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Le **taux d'occupation** est le **rapport** entre le **nombre de chambres occupées** et le **nombre de chambres offertes** par les hôtels. Il diffère du taux d'utilisation qui rapporte le nombre de chambres occupées au nombre de chambres total des hôtels, qu'ils soient ouverts ou fermés.

Système bancaire

Une **créance douteuse** est un titre de créance dont on n'est **pas sûr d'obtenir le remboursement à l'échéance**, la plupart du temps du fait de la mauvaise santé financière du débiteur, et pour laquelle il faut donc passer une provision.

Un **dépôt à vue** est un **dépôt de fonds effectué par un agent économique** (ménage, entreprise, etc.) sur un **compte bancaire** ouvert auprès d'un établissement de crédit. Il a pour caractéristique de pouvoir être restitué à tout moment sur simple demande.

L'**épargne à long terme** est constituée de **placements non liquides**, présentant des risques éventuellement élevés de perte en capital ou en rémunération, comprenant notamment les plans d'épargne logement, l'épargne en actions et en obligations et l'assurance-vie.

L'**affacturage** permet aux entreprises de **disposer rapidement de l'argent des factures ou créances clients**, sans en attendre l'échéance. C'est un établissement financier qui avance ces règlements.

Coordination Direction régionale de l'Insee La Réunion-Mayotte

Contributions Daaf Réunion, Deal Réunion, Dieccte Réunion,
Agence IEDOM Réunion, Statistics Mauritius

Auteurs Daniel Ah-Son (Deal)
Audrey Besnard (Deal)
Jérôme Bourgeois (Insee)
Maurice Colliez (Dieccte)
Antonin Creignou (Insee)
Agence IEDOM Réunion
Anne Jonzo (Insee)
Meethoo Jawahir (Statistics Mauritius)
Bruno Patier (Insee DG)
Philippe Paillole (Insee)
Nathalie Poleya (Insee)
Jannick Rivière (Insee)
Daaf Réunion
Sébastien Seguin (Insee)
Claude Touzet (Insee)

Directeur de publication Aurélien Daubaire
Direction régionale de l'Insee La Réunion-Mayotte

Rédaction en chef Julie Boé

Mise en page Studio Ogham

Imprimeur Pole Impression

Retrouvez cette publication sur le site de l'insee : <http://www.insee.fr>



imprimé à l'imprimerie Delort sur papier écologique

AOÛT 2018 - DELORT

© INSEE 2018

Bilan économique 2017

Une croissance soutenue

En 2017, à La Réunion, la croissance économique perdure et s'établit à 3,2 %. La consommation des ménages et le regain des dépenses des administrations publiques constituent les principaux moteurs de cette croissance. Le pouvoir d'achat augmente de 2,8 %, du fait d'une inflation contenue (+ 0,4 %), d'une hausse conjuguée des prestations sociales et des salaires, dans le secteur marchand et non marchand (+ 4 %). L'investissement ralentit, mais en contrepartie, les importations pèsent moins négativement sur la croissance que les années précédentes.

Pour autant, les effets de la croissance se ressentent peu sur le marché du travail. Le chômage reste stable en 2017, à 23 % de la population active. L'emploi salarié augmente moins qu'auparavant (+ 0,9 % après + 1,5 % en 2016 et + 2,3 % en 2015).

Les créations d'entreprises augmentent pour la deuxième année consécutive. La campagne agricole est contrastée : bonne pour les maraîchers, catastrophique pour les fruits et satisfaisante pour la canne à sucre. Les dépenses touristiques, le trafic aérien de passagers et la fréquentation hôtelière augmentent de concert. La reprise de la construction de logements se confirme. En parallèle, l'activité bancaire est dynamique : la croissance des actifs financiers des résidents réunionnais est soutenue et celle des crédits s'accélère.

Au sein d'une zone euro où la reprise de l'activité se poursuit, l'économie française accélère franchement : + 2,2 % après + 1,2 % en 2016, soit sa plus forte croissance depuis 2011. Dans l'océan Indien, la croissance économique se maintient. Elle reste en particulier soutenue à Maurice.

N°4

Août 2018

ISSN : 2275-4318 (imprimé)

ISSN : 2272-3765 (en ligne)

Insee La Réunion - Mayotte

Parc technologique

10, rue Demarne - CS 72011

97443 Saint-Denis Cedex 9